

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (No 1 août 1940)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

Bulletin intérieur

Prix : 2 francs



Expropriation de toutes les banques.

Fusion en un établissement unique de crédit contrôlé par les travailleurs.

Nationalisation sans indemnité ni rachat

Pas de recettes charlatanesques.

Expropriation des organisations de la vie chère: les grosses banques!
Nationalisation sans indemnité ni rachat des industries clefs!

Les partisans social-patriotes de « l'unanimité nationale », s'affairent au chevet de l'économie française incurablement gangrenée et croupissante pour chercher des remèdes qui puissent la faire revivre. Le programme de l'expropriation socialiste, c'est-à-dire celui du renversement de la bourgeoisie, n'arrive même plus à effleurer les cerveaux occupés de nos médecins en quête d'une recette miraculeuse. Il y a longtemps d'ailleurs que la lutte contre le capitalisme nourissant a été remplacé chez Blum et Thorez par des litanies sur le « Mur d'Argent », la « maléfique puissance des trusts sans patrie » et les jérémiades sur « la dictature des 200 familles ».

« Cependant on nous promet maintenant que l'ère des litanies va être résolue et que l'on va enfin — même en compagnie de De Gaulle — mettre la main au collet des grosses banques — organisatrices de la vie chère — et au collet des magnats de l'industrie. On va, comme l'annonce la presse, « nationaliser le crédit » et « nationaliser les industries clefs ».

par
Jean MARCOUX

LE « PROJET DE LOI » DU P.C.F.

Tout le monde sait que les grosses banques exercent leur tutelle sur toute la vie industrielle et commerciale, car elles sont le maître de la répartition du crédit entre les divers secteurs de l'économie. Pour remettre en marche l'économie il faut évidemment mettre un terme aux agissements des grosses banques et il faut pouvoir mobiliser rapidement et massivement le crédit là où il est nécessaire à la reprise, et non là où il est sollicité par la spéculation (par exemple en Bourse). Contrôler le crédit c'est briser la toute puissance de la haute Banque par leur expropriation et la concentration de la capacité d'émission et de répartition de tous les instruments du crédit (billets de banque, chèques ou tout autre forme de monnaie) entre les mains d'un seul organisme échappant lui-même à la tutelle ou à l'influence des 200 familles et de leurs agents. C'est là une chose simple et claire, que tout le monde peut comprendre.

Or, dans un interview publiée par l'Humanité, Duclos, le rapporteur au nom du Parti Communiste Français du projet de loi, le plus « avancé », celui qui a été déposé à l'Assemblée Constituante le 23 novembre, nous explique que cette loi prévoit:

— la nationalisation de la Banque de France, c'est-à-dire sa transformation en une Banque d'Etat et

— la mise en tutelle (sous contrôle) de 11 grandes Banques (Crédit Lyonnais, Société Générale, etc.) qui ne devraient être nationalisées que d'ici 2 ans.

Les journaux bourgeois nous expliquent de leur côté que les actionnaires de la Banque de France (les fameuses 200 familles en tête avec Schneider, Rothschild et de Wendel) ne seront pas expropriés, verront leurs actions « rachetées équitablement » par l'Etat. Messieurs les gros actionnaires ne seront pas « spoliés ». Ce qui revient à dire que la soi-disant « nationalisation du crédit » faite sous les auspices de « l'unanimité nationale » se ramène:

— au scandale du remboursement des actionnaires de la Banque de France (la seule Banque qui soit étatisée)!

— à un contrôle symbolique des autres grosses Banques car elles peuvent à présent continuer impunément leurs agissements et même... le virement de leurs vrais dépôts vers des maisons « seurs », mais encore continuer leur trafic... après, avec la bénédiction d'une ainsi nommée commission de « contrôle » à leur dévotion! (A suivre.)

Salle comble au meeting de Wagram

SCHWARTZ, BAUFRERE et DEMAZIERE dénoncent la capitulation des partis ouvriers.

Rupture de la coalition, Gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T.!
Indépendance de l'Indochine!
Construisons le grand parti révolutionnaire!

Malgré une convocation tardive et insuffisante (pas de presse, affiches trop peu nombreuses dont la moitié fut lacérée). La Salle Wagram est pleine. Quinze cents travailleurs, dont beaucoup de jeunes et beaucoup de travailleurs annamites.

Le premier orateur, SCHWARTZ, professeur de mathématiques à l'Université de Nancy, fait un large tour d'horizon:

« Le peuple, pourtant, envoie à la Chambre 57 % de députés socialistes et communistes français. Ceux-ci plébiscitent de Gaulle le 13 novembre. De Gaulle fort de la lâcheté de ses adversaires, se permet de donner un soufflet aux communistes français: il leur refuse le droit de détenir un ministère important, ce qui est contraire aux règles les plus élémentaires de la démocratie, même bourgeoise. Les communistes français déclenchent la crise, crient mais finalement s'inclinent.

« En réalité, aucun des deux partis ouvriers ne voulait la responsabilité du pouvoir. Il était à leur disposition tout de suite après les élections. C'était là le moment favorable. Il fallait agir, appeler les travailleurs à manifester, à imposer et à défendre un gouvernement des partis ouvriers.

De Gaulle a 12 représentants dans le Gouvernement; les partis ouvriers 10.

Il faut que cesse l'infâme coalition! Il faut un gouvernement socialiste-communiste-C.G.T. Il faut des Comités d'usine, de quartier et de village qui contrôlent le Gouvernement, qui révoquent les élus infidèles à leurs promesses, et qui discutent les projets de constitution. Nous, trotskistes, nous serons les meilleurs combattants dans la lutte pour les libertés démocratiques, comme nous sommes les meilleurs combattants dans toute lutte qui mène vers le socialisme!

Ensuite BAUFRERE, ancien déporté à Buchenwald, parle de l'Indochine. La salle manifeste très chaleureusement sa solidarité avec le peuple indochinois, et à tout moment les applaudissements crépitent. Les travailleurs comprennent la nécessité de la solidarité internationale des exploités, et lorsque l'orateur évoque le geste des dockers de Melbourne et de Portland qui font grève pour empêcher le transport des troupes qui massacrent les coloniaux, une ovation interminable lui répond.

« Ce n'est pas suffisant de se déclarer solidaire avec les travailleurs indochinois — nous avons voté pas mal de motions de solidarité pour l'Espagne aussi! — ce qu'il faut c'est agir, c'est que les dockers arrêtent les transports, c'est que les ouvriers arrêtent les envois de matériel, c'est aussi la grève de solidarité!

« Nous demandons: la reconnaissance immédiate de l'indépendance de l'Indochine; la reconnaissance du Gouvernement du Viet Minh.

Le dernier orateur est Albert DEMAZIERE, secrétaire du parti. Il tire les conclusions des précédentes interventions, expose notre programme et souligne la tâche essentielle du moment: l'agrandissement et le renforcement du parti.

« Les grands partis ouvriers ont montré leur carence dans la lutte contre la bourgeoisie. Les chefs ouvriers ont trahi, et lorsque nous, communistes internationalistes, avons rompu avec les vieux partis de la classe ouvrière, ce n'a pas été de gaieté de cœur, mais parce qu'il fallait que le parti révolutionnaire existe. Le capitalisme nous entraîne vers la troisième guerre mondiale, vers la barbarie. Il ne peut plus être question de mettre d'autres hommes à la place des anciens et de continuer comme par le passé. La tâche urgente des travailleurs est de préparer la révolution qui peut seule sauver l'humanité de la destruction totale. Nous vous appelons à côté de nous, dans la IV^e Internationale qui lutte pour les Etats Unis Socialistes du monde. Avec nous, vous construisez un grand Parti Communiste Internationaliste. »

La parole est donnée aux contradicteurs. Un ultra-gauche prend pour convier les travailleurs indochinois à la lutte contre... le Viet-Minh qui n'est pas une organisation tout à fait marxiste. Le camarade Craipeau, de la Région Parisienne, dans sa réponse fait remarquer que les ultra-gauches défendent toujours ce qui n'existe pas; que nous appelons les travailleurs indochinois à la lutte pour le socialisme, mais que nous soutenons la lutte du Viet-Minh contre l'ennemi principal: l'impérialisme.

A la fin, des motions demandant la parution légale de la Vérité, la formation d'un gouvernement P.C.F.-P.S.-C.G.T. et la reconnaissance du gouvernement du Viet-Minh sont votées à l'unanimité.

Toute l'assistance, debout, le poing levé, chante l'Internationale.

Les capitalistes américains organisent la vie chère, 500.000 grévistes de la General Motors exigent l'ouverture des livres de compte.

Rançon de l'alliance avec De Gaulle et le M.R.P.

Les bandes fascistes renaissent

Pendant tous ces jours de crise gouvernementale, la rue appartient à la 2^e Division Blindée, aux patrouilles de flics et à des bandes fascistes, peu nombreuses certes, mais pleines de morgue et de haine anti-ouvrière. Au Quartier Latin, à la Concorde, à l'Etoile, dans la propriété de De Gaulle à Neuilly, la Jeunesse Dorée poussait des cris de guerre: « Mort aux communistes! » « La France aux Français », « De Gaulle au pouvoir! »

L'accouchement de la IV^e République s'est fait dans un bruit de botte, comme il convient à l'enfant de César. Le peuple a appris dans le calme que tout s'était bien passé.

Le peuple vote: les capitalistes gouvernement, tel était, tel est encore le secret de la démocratie bourgeoise. Mais aujourd'hui, par surcroît de sécurité, la classe dominante mobilise ses mercenaires et ses bandes armées. La démocratie a coiffé le chapeau de Bonaparte.

De Gaulle est loin de dédaigner l'appui des bandes fascistes. Il aurait été facile pourtant de faire rentrer sous terre ces quelques milliers d'amateurs de dictature: une contre-manifestation ouvrière aurait suffi largement. Mais les Partis Socialiste et Communiste Français, qui justement étaient en pourparlers avec De Gaulle pour un gouvernement « d'unanimité nationale », préférent minimiser les choses: « Quelques énergumènes ont manifesté — écrit l'Humanité et le Populaire — mais le calme de la population leur fit échouer. »

Pourant, le mardi 20 novembre, le Populaire tout au moins dut bien déchanter. En effet, la veille, des militaires de la Division Leclerc (la voila l'armée de métier!) et des fascistes s'étaient attaqués à un meeting des étudiants socialistes. Le prétexte était qu'un des orateurs, le camarade Bout-bien, s'était prononcé dans un précédent meeting pour l'indépendance de l'Indochine et pour le retrait des troupes françaises d'oppression.

La salle de réunion était tendue de drapeaux rouges. Les fascistes voulurent les lacérer et imposer le tricolore. Mais l'assistance défendit de toutes ses forces les drapeaux socialistes et réussit par contre à arracher des mains des fascistes le leur, le tricolore de Gallifet. Des camarades du P.C.F. qui se trouvaient dans la salle luttèrent aux côtés des camarades socialistes.

Deux jours après, le Parti Socialiste convia la population du 5^e arrondissement à manifester contre l'agression et la salle de la Mutualité fut pleine. Mais quelle ne fut la déception des travailleurs accourus! Les orateurs, loin de leur indiquer les méthodes de lutte contre les fascistes, eurent l'air de s'excuser de ne pas avoir mis le drapeau tricolore la précédente fois et Germaine Degrand se plaignit du fait que, « nous, les gaullistes de la première heure, nous sommes maintes fois frappés par ceux qui se sont de bien fraiche date ». Un de nos camarades qui voulait exprimer la solidarité de notre parti avec le P.S. dans la lutte contre les fascistes se vit refuser la parole.

Ainsi les chefs socialistes et communistes français n'ont rien appris des tragiques leçons d'Allemagne et d'Italie, des défaites des ouvriers allemands et italiens en face du fascisme. Les mêmes causes produisent les mêmes effets, et comme dans ces deux pays voisins la volonté des chefs opportunistes de continuer « l'Unité Nationale » et la collaboration au sein du gouvernement bourgeois fait d'eux les adversaires de l'action directe des ouvriers. Ils voient la gravité du danger et content A LA POLICE BOURGEOISE le soin de combattre le fascisme.

Les chefs socialistes et communistes français continuent donc à miser sur la démocratie bourgeoise. Ils respectent à la lettre la règle du jeu et créent ainsi la dangereuse illusion que cette démocratie est encore viable, qu'il peut y avoir encore une stabilisation du régime. On dit aux ouvriers « attendez encore, ce n'est pas le moment », et pendant ce temps la bourgeoisie regroupe ses bandes fascistes et passe outre sa propre légalité.

Il est de plus en plus évident pourtant que l'attentisme pusillanime des chefs ouvriers fait toute la force de la bourgeoisie et de la réaction. Toutes sortes de concessions ont été faites sous prétexte de ne pas effrayer les classes moyennes. Et mainte-

nant voici que des étudiants, des jeunes de la petite bourgeoisie se tournent à nouveau vers le fascisme. Ceci justement parce que la pusillanimité, l'impuissance des dirigeants ouvriers ne les attire pas et en fait la proie de la démagogie fasciste. Le meilleur moyen d'avoir les petits bourgeois avec soi est encore le combat, l'offensive contre le véritable ennemi commun: le gros capitalisme. La capitulation de chaque moment ne leur inspire que du mépris pour leurs alliés naturels.

N'oublions pas que le coup d'état fasciste du 6 février 34 n'a été mis en échec que par la contre-offensive ouvrière, par la grève générale du 12 février. Les partis ouvriers ne veulent plus de 12 février, mais alors attention au 2 décembre, attention à Napoléon IV! Dans l'immédiat, l'agitation fasciste a pour objectif de faire échouer à la réalisation des mesures exigées par 10 millions d'électeurs. Il faut briser les rems à la hyène fasciste.

Deux choses s'imposent maintenant: rupture immédiate avec De Gaulle, avec la bourgeoisie, gouvernement socialiste-communiste; et contre les bandes fascistes en formation, organisation des milices ouvrières.

P.S., P.C.F., C.G.T., à l'action!

B. GRANGER.

Les capitalistes ont bien compris, eux, toute l'importance de « ces quelques énergumènes » fascistes et n'ont pas hésité à distribuer un peu de leurs bénéfices de guerre pour créer une presse pourrie à la hauteur de sa tâche.

Le torchon L'Epoque n'a-t-il pas l'audace d'écrire que, pour éviter « certains gestes », il n'y a qu'à ne pas prononcer « certaines paroles » qui choquent les oreilles des cagouliers. Défendre la liberté de parole signifie aujourd'hui briser le fascisme par les milices ouvrières!

Saisis d'épouvante et de rage devant l'ampleur de ces mouvements populaires, les calomniateurs bourgeois et social-patriotes dressent leur front unique. La presse mondiale de toutes tendances est mobilisée contre les révolutionnaires d'Extrême-Orient. Les hypocrites défenseurs de la « démocratie », qui appelaient au sacrifice de centaines de milliers d'hommes pour abattre le « militarisme japonais », n'hésitent pas à utiliser ce même militarisme japonais contre le soulèvement des masses coloniales. C'est à l'armée nipponne que les généraux britanniques s'adressent pour rétablir l'« ordre ». C'est avec le concours de la police japonaise et des hordes irrégulières françaises que les troupes britanniques ont essayé d'écraser l'Annam révolté. C'est ensemble, oubliant pour un temps leurs intérêts, leurs appétits particuliers et contradictoires, que tous les impérialismes organiseraient demain une intervention sauvage, si une nation coloniale réussissait à affirmer momentanément son indépendance.

Ainsi, il suffit d'une étincelle révolutionnaire pour éclairer sous leur vrai jour la bourgeoisie impérialiste et ses agents. Leur « défense de la liberté », c'est la défense du droit des banquiers à vivre du sang et de la sueur de millions d'esclaves coloniaux. Leur « défense des droits des petites nations », c'est le refus, aux nations coloniales, de jouir du droit démocratique le plus élémentaire: l'indépendance!

Face au front unique des esclavagistes, dressons le front unique des exploités du monde entier!

Certes, il reste au prolétariat colonial d'immenses tâches à accomplir pour que la victoire de la révolution coloniale soit définitive: entraîner les masses des paysans pauvres pour abolir, avec la domination de l'impérialisme étranger, celle de sa propre bourgeoisie; résoudre la question agraire; balayer les vestiges féodaux; supprimer les frontières et construire la grande Fédération Socialiste des peuples d'Asie. Mais la lutte des masses coloniales pour leur indépendance immédiate est en elle-même, dès sa naissance, une lutte hautement progressive que le prolétariat métropolitain doit soutenir de toutes ses forces. Elle met en danger de mort la domination impérialiste sur le globe; elle enlève à la bourgeoisie européenne décadente ses dernières réserves; elle favorise d'une façon décisive la lutte de classes du prolétariat dans les métropoles. Elle place les organisations et les masses ouvrières du monde entier devant l'alternative inéluctable: avec les bandits impérialistes pour perpétuer leur propre asservissement, ou avec les peuples soulevés contre une exploitation barbare dont elles sont elles-mêmes victimes.

POUR LA DEFENSE DES PEUPLES COLONIAUX!

Appel du Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale aux Travailleurs d'Europe

La domination coloniale, l'une des assises les plus importantes de l'impérialisme mondial, est sur le point de s'effondrer. Tandis que la bourgeoisie rencontre des difficultés croissantes à maintenir son pouvoir dans les métropoles, et à régler ses relations internationales, les peuples coloniaux se soulèvent l'un après l'autre pour balayer l'infâme tyrannie des « civilisateurs » impérialistes. Indochinois et Indonésiens se révoltent contre la domination de leurs maîtres français et néerlandais, qui ne leur ont apporté qu'une exploitation forcenée, basée sur une sanglante dictature militaire et policière. En Birmanie, aux Indes et à Ceylan, aux Philippines et en Corée, les masses s'organisent pour entrer à leur tour dans la lutte émancipatrice.

Saisis d'épouvante et de rage devant l'ampleur de ces mouvements populaires, les calomniateurs bourgeois et social-patriotes dressent leur front unique. La presse mondiale de toutes tendances est mobilisée contre les révolutionnaires d'Extrême-Orient. Les hypocrites défenseurs de la « démocratie », qui appelaient au sacrifice de centaines de milliers d'hommes pour abattre le « militarisme japonais », n'hésitent pas à utiliser ce même militarisme japonais contre le soulèvement des masses coloniales. C'est à l'armée nipponne que les généraux britanniques s'adressent pour rétablir l'« ordre ». C'est avec le concours de la police japonaise et des hordes irrégulières françaises que les troupes britanniques ont essayé d'écraser l'Annam révolté. C'est ensemble, oubliant pour un temps leurs intérêts, leurs appétits particuliers et contradictoires, que tous les impérialismes organiseraient demain une intervention sauvage, si une nation coloniale réussissait à affirmer momentanément son indépendance.

Ainsi, il suffit d'une étincelle révolutionnaire pour éclairer sous leur vrai jour la bourgeoisie impérialiste et ses agents. Leur « défense de la liberté », c'est la défense du droit des banquiers à vivre du sang et de la sueur de millions d'esclaves coloniaux. Leur « défense des droits des petites nations », c'est le refus, aux nations coloniales, de jouir du droit démocratique le plus élémentaire: l'indépendance!

Face au front unique des esclavagistes, dressons le front unique des exploités du monde entier!

Certes, il reste au prolétariat colonial d'immenses tâches à accomplir pour que la victoire de la révolution coloniale soit définitive: entraîner les masses des paysans pauvres pour abolir, avec la domination de l'impérialisme étranger, celle de sa propre bourgeoisie; résoudre la question agraire; balayer les vestiges féodaux; supprimer les frontières et construire la grande Fédération Socialiste des peuples d'Asie. Mais la lutte des masses coloniales pour leur indépendance immédiate est en elle-même, dès sa naissance, une lutte hautement progressive que le prolétariat métropolitain doit soutenir de toutes ses forces. Elle met en danger de mort la domination impérialiste sur le globe; elle enlève à la bourgeoisie européenne décadente ses dernières réserves; elle favorise d'une façon décisive la lutte de classes du prolétariat dans les métropoles. Elle place les organisations et les masses ouvrières du monde entier devant l'alternative inéluctable: avec les bandits impérialistes pour perpétuer leur propre asservissement, ou avec les peuples soulevés contre une exploitation barbare dont elles sont elles-mêmes victimes.

« Solidarité pleine et entière avec l'émancipation coloniale », tel est le mot d'ordre de la IV^e Internationale. Tel doit être le cri de ralliement de tous les travailleurs européens. La cause des peuples coloniaux est leur cause. L'impérialisme sanglant qui entraîne l'humanité vers la barbarie, est l'ennemi commun. C'est lui qu'il faut abattre, à travers la lutte révolutionnaire intrinsèque, par le regroupement et l'union de tous autour du drapeau du communisme, autour de la IV^e Internationale!

Prolétaires d'Europe!

Ne laissez pas écraser la révolution coloniale! Sa défaite préparerait votre défaite. Sa victoire sera un pas décisif vers votre victoire. Suivez l'exemple des travailleurs australiens qui, par les actes, ont affirmé leur solidarité avec leurs frères des colonies.

Dockers de Marseille, de Naples, d'Anvers et de Rotterdam!

Refusez de charger des navires d'armes et de transports de troupes, destinés à combattre les peuples coloniaux.

Chemins français, hollandais, belges!

Refusez de transporter des soldats et du matériel de guerre vers les ports d'embarquement pour l'Extrême-Orient.

Ouvriers et Ouvrières soviétiques!

Dénoncez l'abandon par le Kremlin de la politique léniniste, de soutien total des révolutions coloniales. La défense de l'U.R.S.S. se joue aujourd'hui à Saïgon, à Hanoï, à Java.

Ouvriers et Ouvrières anglais!

Manifestez, cessez le travail pour protester contre l'infâme collusion de votre gouvernement « travailliste » avec les esclavagistes de Paris, d'Amsterdam, de Londres et de Tokio!

Prolétaires de tous les pays!

Unissez-vous dans la lutte contre l'impérialisme, pour la défense de la révolution coloniale menacée. Exigez que toutes les organisations ouvrières, Partis et Syndicats, fassent de la solidarité internationale des travailleurs, une réalité effective, et non une formule creuse et démagogique.

PAS UN SOLDAT, PAS UN FUSIL CONTRE LES PEUPLES COLONIAUX!

A BAS L'IMPERIALISME! VIVE LA REVOLUTION COLONIALE! INDEPENDANCE TOTALE ET IMMEDIATE DE TOUTES LES COLONIES!

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS!

Le Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale:

Sections française, anglaise, belge, italienne, grecque, allemande, hollandaise, espagnole, irlandaise, suisse.

INDEPENDANCE DES COLONIES !

Le valet de plume Estirac raconte dans « France Libre » du 22 novembre son passage en Indochine sur un transport de troupes expédiées pour reconquérir les privilèges des banquiers et des maîtres du caoutchouc. Il nous fait part de ses déceptions :

Ceylan. — Après quinze jours de mer, nous complions nous dégourdir les jambes à terre et goûter un tant soit peu à la « féerie cinghalaise ». Et ne voilà-t-il pas que les dockers indigènes se mettent en grève en notre honneur, ne voulant pas qu'il soit dit qu'ils aient aidé aux évolutions d'Européens se rendant en Extrême-Orient avec des intentions que certains leur ont présentées comme inavouées.

Vraiment ces dockers « indignes » manquent d'égard !

Ayant essayé sa plume sur son gilet rayé le « correspondant spécial » continue :

Le soir même, c'est-à-dire la nuit du 25 au 26 octobre, un meeting organisé au « Town Hall » par le « BOLSHEVIK-LÉNINIST PARTY (Ceylon Unit) » devait nous éclairer sur les origines profondes de la manifestation du matin. En effet, après une séance particulièrement riche en incidents et en horions, plusieurs résolutions furent adoptées, dont une notamment exprimait aux « masses en révolte d'Indonésie, de Malaisie et d'Indochine », la sympathie et les encouragements du parti. Curieux, tout de même, ce caractère international de mouvements qui se disent nationalistes ?

Les dockers de Ceylan ont entrepris leur lutte contre l'impérialisme oppresseur, sous le drapeau de la IV^e Internationale (Bolchevik Léniniste). C'est le meilleur gage de la victoire.

Aux Etats-Unis aussi les dockers font la grève de solidarité.

Les dockers américains de Portland (Oregon) ont annoncé qu'ils refuseraient de charger à bord des navires tout matériel destiné à être utilisé contre les patriotes indonésiens.

Aux Indes également :

20.000 ouvriers hindous des moulins de Bombay ont fait une grève de 24 heures afin de protester contre le traitement auquel sont soumis les nationalistes indonésiens qui luttent pour l'indépendance des Indes néerlandaises.

« Le Populaire », 21 novembre.

« Où les soldats mettent crose en l'air... Tandis que la guerre d'émancipation gronde déjà... »

New-Delhi, 16 novembre (A.P.). — On révèle aujourd'hui les détails de la mutinerie survenue dans une unité de la R.A.F., stationnée à Joghpur.

C'est après avoir entendu à la radio une allocution du ministre britannique du Travail, M. Isaacs, annonçant que les unités de la R.A.F. aux Indes seraient les dernières à être rapatriées, que 700 sous-officiers et soldats de la base aérienne de Joghpur se sont réunis en meeting et ont envoyé huit délégués à leur commandant, le capitaine Rutherford. Ils ont protesté contre les retards de la démobilisation, aussi bien que contre la discipline et la mauvaise nourriture. Ils ont en outre refusé de participer à la revue quotidienne. — « L'Humanité », 17-11-45.

Calcutta, 23 novembre. — Les troubles qui ont éclaté à Calcutta il y a trois jours se poursuivent et l'on estime que 15 personnes ont déjà été tuées et 150 blessées à la suite des échauffourées qui se sont produites entre les manifestants et la police qui a fait usage de mitrailleuses.

Les services de transports, de nettoyage et de distribution d'eau, ainsi que de nombreuses autres entreprises ont arrêté le travail à titre de protestation. La question du ravitaillement en eau commence à être sérieuse et les habitants seront probablement obligés d'aller en chercher dans les puits.

La police patrouille dans les rues en camions.

Les tirailleurs indochinois solidaires du Viet-Minh :

Tananarive, 24 novembre. — Le Viet Minh a fomenté un complot à Madagascar parmi les Indochinois de la brigade d'Extrême-Orient en instance de départ pour l'Indochine. Le transport Espérance devait être sabordé. Un adjudant, qui avait révélé la conspiration, a été assassiné.

La majorité ouvrière de la Constituante doit décider :

le retrait immédiat des troupes françaises et autres ;

la reconnaissance immédiate du Gouvernement du Viet-Minh.

Impremérie Spéciale de « LA VÉRITÉ »

Les Amis de « LA VÉRITÉ »

Cette rubrique paraîtra régulièrement chaque semaine. Elle vous dira les efforts faits par tous les camarades dans la diffusion. Elle apportera des suggestions, des directives pour obtenir un plus large écho dans le prolétariat et la paysannerie pauvre. Elle mentionnera aussi les critiques constructives et les expériences des camarades du parti et des lecteurs qui nous écrivent. Chacun sera ainsi à même de discerner les méthodes les plus efficaces. Camarade, la Vérité sera ce que tu la feras, tu as la parole !

La Vérité paraît maintenant chaque semaine. Mais les difficultés sont énormes. Toutes nos prévisions sont faussées par les pannes organisées de la C.P.D.E. Car, si les grandes entreprises de presses reçoivent tout le courant nécessaire à leurs travaux, en revanche les petites entreprises sont victimes de coupures continuelles. C'est le cas de l'imprimerie spéciale de la Vérité. Dans ces circonstances, les camarades sont obligés de faire chaque semaine de vrais miracles pour maintenir le rythme de parution prévu en dépit des tuiles qui leur tombent sur la tête.

Le journal sort avec un ou deux jours de retard. Il est impossible de faire mieux pour l'instant. Il faut s'armer de patience et d'obstination. Nous nous obstinerons donc, et la Vérité se lira chaque semaine, malgré la bourgeoisie et ses sacrées pannes.

Il nous faut prendre notre travail très au sérieux ; que, sans vaines paperasseries, tous les renseignements demandés parviennent dans le plus bref délai à l'Administration. Certaines lenteurs se sont manifestées. La Rédaction tempête et attend des informations de province qui ne viennent pas, exception faite pour la Région bretonne la seule qui a fait preuve de sérieux dans ce domaine. Serait-ce que les autres régions ne font rien qui mérite la parution dans le journal ? Je ne le crois pas !

De la même façon, un grand nombre des commandes prévues dans la circulaire ne nous sont pas parvenues. Aucune demande de dérogations quant au tarif n'est arrivée entre nos mains, les bulletins de commande restent bloqués. Les cellules n'en sont certes pas responsables, mais elles feraient bien d'allumer des petits feux sous les chaises des responsables de Rayon et de Région. Il serait intolérable qu'une cellule ne reçoive pas sa commande faite d'une façon prévoyante, par la faute d'un responsable.

La Vérité ayant commencé sa parution hebdomadaire une semaine plus tôt qu'il n'avait été prévu, le nouveau système d'envois en gros ne commencera qu'avec ce numéro. Si les Régions veulent continuer à recevoir le même nombre d'exemplaires, il leur faut faire vite, très vite.

Les démarches auprès du ministère de l'Information, pour la transformation de la Vérité de bulletin

POUR VENGER LES CRIMES NAZIS

LE LAMPISTE CRÈVERA

par Marcel BAUFRERE
RAPATRIÉ DE BUCHENWALD

(SUITE)

LES CAMPS DE LA MORT LENTE

Mais, par contre, un peu partout, les vrais responsables, c'est-à-dire les lampistes, les soldats de 2^e classe de la Weremarcht, crèvent de faim dans des camps qui aspirent à devenir la digne répétition de Buchenwald ou de Dachau. Prenons un exemple : d'après un document officiel voici la situation au camp de Staalen (zone britannique). Il s'agit de prisonniers récemment rentrés de Russie : « Il y en a qui peuvent marcher ; il y en a qui ne peuvent que sautiller ; certains ne peuvent que ramper, ou guère mieux. Quand il fera froid, ils mourront ici comme des mouches. Il n'y a pas de couvertures ; les hommes dorment à même la terre. La cabane qui sert d'hôpital ne contient que quelques lits. Les malades sont dotés d'une couverture et couchent par terre. Il n'est même pas possible de faire venir de la paille. Cette situation se prolongera toute la durée de l'hiver. » Ajoutons que pas un seul homme sur 200.000 n'a pu être déclaré portiant. Il y a parmi les prisonniers allemands, plusieurs milliers de rescapés de Stalingrad. Nous serions curieux de savoir, si le Maréchal Von Paulus (de l'ex Comité de l'« Allemagne Libre ») réclamé comme criminel de guerre par la Belgique, est soumis au même traitement.

Ce que l'on ignore en France, c'est qu'il y existe ici de nombreux camps qui sont à l'image du tableau que nous venons de donner. Sans doute la Croix Rouge Internationale est intervenue et le scandale a éclaté. La plupart des Français ont été surpris. Ils voyaient des P. G. qui avaient bonne mine, qui travaillaient peu. Pourquoi donc tant d'histoires !

La vérité c'est qu'il n'est permis ni à vous, ni à moi, de visiter les « camps de la mort lente ». En Allemagne on n'en savait pas beaucoup plus sur les horreurs des camps de concentration. C'est toujours dans l'ombre que la bourgeoisie commet ses crimes.

intérieur en un journal public, continué. Vous savez qu'elles furent gênées par l'affligeante surdité de M. Soustelle. C'est à M. Malraux qu'il écrit « La Condition humaine », de prouver qu'il n'est pas devenu, en entrant dans le gouvernement bourgeois, un ennemi de la liberté de la presse. Rappelons-le : la liberté de la presse, c'est le droit, pour ceux qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement, de le dire et de l'imprimer. BRETON, Administrateur.

UN PEU DE FRANCHISE...

Tous ces crimes se commettent au nom du patriotisme le plus pur. Et au nom de la vengeance due aux déportés. Allons, Messieurs, un peu de franchise ! Faites-nous voir aux actualités la vie des Kramer, des Gering, des Pétaïn dans leurs prisons dorées. Et ensuite montrez-nous les camps de prisonniers allemands.

La vérité, c'est que après avoir prétendu combattre le fascisme, vous agissez comme les fascistes. L'énergie qui vous manque pour lutter contre les criminels de guerre, vous la trouvez pour brûler les villages indochinois. Et si demain le peuple allemand veut faire sa Révolution, s'il veut châtier lui-même ses bourreaux nazis, si un Karl Liebknecht se lève, vous retrouverez toute votre énergie. Votre haine, Messieurs, est une haine de classe. Continuez à assassiner, tant que vous êtes les plus forts, mais taisez-vous. Qu'il ne sorte jamais de votre haleine fétide le mot de civilisation.

Bâtissez des crématoriums plus modernes que ceux de Hitler et vous ferez flotter sur leurs cheminées le drapeau tricolore !

Ouvrez des Ecoles de sadisme (dont on parle en confidences) et vous mettez sur leur fronton la plaque inaugurale de la IV^e République !

Instruisez une division spéciale de S. S. purement française. Les Militaires de Darnand pourront s'y engager. On leur donnera comme insigne la tête de mort avec la Croix de Lorraine.

Mais faites tout cela en votre nom. Nombreux sont les déportés, les victimes du fascisme, qui n'ont d'autre haine que celle d'un régime pourri, d'autres ambitions que d'en finir avec ces crimes, et d'autre volonté que celle de lutter pour l'avènement d'une humanité meilleure que seul le communisme pourra instaurer.

(à suivre)

La Vie du Parti

Réunions publiques

Organisées par les rayons du P.C.I.

Samedi 1^{er} Décembre à 20 h. 30

SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES

8, RUE DANTON

Lundi 3^e Décembre à 20 h. 30

SALLE DU PATRONAGE LAÏQUE

72, AVENUE FÉLIX-FAURE (XV)

On écrit à « LA VÉRITÉ »

Les camarades qui acceptent que leur lettre soit publiée sous leur signature sont priés de la mentionner. Dans le cas contraire « La Vérité » en donnera que les initiales.

N. D. L. R.

Lettre adressée à un camarade déporté par un membre du P. C. F.

JUSTICE POUR LES MUTILÉS DU TRAVAIL !

Rajustement des pensions et échelle mobile !

Cher camarade du Parti Communiste Internationaliste,

Hier j'ai fait ta connaissance, dans une réunion politique, où tu as eu le courage de venir apporter la contradiction ! Toi, tu es jeune, tu as de l'espoir devant toi, cependant tu as déjà bien souffert puisque tu es un déporté politique.

Moi je suis un vieux : déjà 47 ans — ancien combattant de la guerre 14-18, père de famille, mutilé du travail 60 %.

N'est-ce pas, les programmes électoraux sont jolis, tous plus les uns que les autres. Ils sont moins bien pour les mutilés du travail, pour ceux qui ont laissé leurs membres dans la machine infernale du capitalisme. La honte, mon jeune camarade, non, la colère me monte au front, quand je vais le dire que pour ma part depuis 1926, moi et des milliers de grands mutilés du travail, nous attendons un rajustement de nos rentes de misère. Un camarade qui a les deux bras coupés dans un mélangeur touche 7.000 fr par an si il est mutilé avant 1924. Pas de quoi manger du pain sec ! Voilà mon avis, cher camarade. Ce que ton vieux camarade a connu depuis 1924 — en passant par le cartel des gauches — front populaire, etc., la lutte contre les trusts, alors que tous ceux qui veulent représenter la classe ouvrière sont liés avec eux, avec le grand capital ; allons donc, toujours de belles paroles et non des actes !

Je te demande mon jeune camarade qu'on s'occupe de la Maison du Peuple, tu sois là aussi l'interprète de ceux qui ont laissé dans la machine infernale, les gueux, leurs membres et dont on ne parle jamais dans les réunions.

Tu demanderas que justice soit faite, qu'il soit fait que les mutilés du travail aient la même réparation que leurs frères, les mutilés de guerre. Ceux qui sont tombés à la guerre sont tombés pour le capitalisme, car mon esprit ne me permet pas de dire que l'on meurt pour la patrie, mais que l'on tombe pour le capitalisme. Lorsque l'on tombe sur un champ de bataille, ou que l'on tombe sur un champ de travail la réparation doit être la même.

Celui qui part à la guerre pour défendre les coffres-forts est obligé de partir, celui qui part au travail est obligé de partir pour aller gagner la vie de sa famille.

Voilà, mon cher camarade, ce que tu diras aussi dans les contradictions. Comme tu le disais hier soir : Liberté — Egalité — Fraternité.

Liberté : toi qui arrive des Camps de Concentration, tu n'as pas de journal ?

Egalité : des salaires — pour les un 2.800 francs par mois, pour d'autres 10.000 et plus 18.500 fr. par jour pour celui qui n'a plus de bras ou de jambes, 40.000 fr. d'entretien à un grade de gendarmier — avec place réservée naturellement, etc...

Fraternité : où l'on ne parle que de guerre de revanche, d'amour pour la Patrie — tous jours avec la main sur le cœur ; où l'on parle de tout sauf du pétrole ; où il faut aller s'faire casser la pipe, pour qui, pour quoi ?

Le terme, mon jeune ami, parle de toutes ces misères, entre autre de la grande misère des mutilés du travail. Où sont les responsables ? Mais ce sont ceux qui, présentement sont dans le gouvernement. Et ceux qui de main iron, et nous pouvons bien le dire, se ront eux aussi indifférents à toutes ces misères.

Ce que je t'écris est bien mal écrit, tu m'en excuseras — mais crois moi que je suis sincère et que des milliers comme moi en ont bien marre d'un tel cirque, d'une telle comédie d'une telle duperie.

Voilà ma critique, mon cher camarade critique justifiée, critique de honie, critique sincère.

Dans l'espoir que peut-être bientôt tu pourras mettre debout ton journal « La Vérité ». La vérité aux yeux du prolétariat cela changerait du mensonge pour les arrivistes, pour tous ces professeurs de gymnastique de culture physique ?

Crois, mon cher camarade, à mon salut communiste et antimilitariste.

A. FIGEAC, Clermond-Ferrand.

P. S. — Courage cher camarade, pour ma part, moi je suis usé par la guerre capitaliste 1914-18, usé par le travail, usé par les privations que nous avons endurées, usé d'entendre toujours, toute une vie, que mensonges, que discours, que banquets.

Je pense à toute cette démocratie dont on parle tant et à toutes ces misères que nous avons connues toute notre vie.

En passant je te signale qu'il y a 25 ans que j'habite Montferrand, 24 ans à l'usine Michelin...

SUR LE FRONT OUVRIER

Les petits fonctionnaires crèvent de faim,

ECHELLE MOBILE des SALAIRES et TRAITEMENTS

La situation des agents subalternes de la fonction publique est catastrophique. Le « grand public » devant qui on brandit l'épouvantail du « budget-vote » ne sait pas assez quelle misère est la vie du facteur, de l'instituteur, de la dactylo ou du commis d'administration, du cheminot, de l'informier des hôpitaux, de l'employé du gaz, ou du petit retraité.

Les traitements des fonctionnaires et assimilés ont été relevés 2 fois depuis août 44 : une première fois en septembre 44 avec l'ensemble des salaires ; une deuxième fois seulement en février 1945 (mai pour les auxiliaires). Cette seconde augmentation, réalisée à grand tam-tam avec l'objectif très louable en soi de « revaloriser la fonction publique » a été une opération violemment réactionnaire et qui a visé qu'à assurer au gouvernement une assise parmi les hauts cadres vichyssois de l'Administration. Voyons plutôt et prenons comme exemple celui des fonctionnaires de ministère.

Avant le rajustement de février-mai, une dactylo de ministère touchait 3.000 francs par mois ; un commis d'ordre 3.150 et un directeur de 1^{er} classe 18.150. Après le « rajustement », ce même personnel émarge respectivement pour 3.950 fr., 4.500 fr. et 32.000 francs.

Ainsi donc, tandis que les pourcentages d'augmentation étaient de 30 et de 33 % pour la dactylo et le commis d'ordre il était de 80 % pour le directeur !!! (Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler ici qu'un directeur de ministère est un très haut personnage et que son rôle d'interprète et d'exécution des décisions ministérielles est extrêmement important.) Les lampistes s'aperçoivent que nos très démocrates ministres avaient une conception bien peu démocratique du rajustement.

Pourtant, au cours de l'année 1945 la hausse des prix atteint des proportions formidables — la paire de bas (en mauvaise rayonne) de la dactylo vaut 300 fr. (30 fr. en 1939) et le facteur peut trouver des souliers... à partir de 2.000 francs (150 fr. en 1939). Pourtant l'auxiliaire qui gagnait 1.500 francs avant la guerre doit vivre avec 3.150 francs.

Alors les petits fonctionnaires se fâchent ; dans les syndicats l'effervescence est grande. Le cartel des Services Publics finit par s'émouvoir ; et il avance la revendication de 1.000 fr. par mois d'« indemnité provisionnelle » avant un « rajustement véritable ». M. Pleven refuse, et fait une amonée de 200 à 400 fr. par mois aux petits traitements ! M. Pleven prétend qu'il est tout à fait inutile et malsain de relever les traitements, puisqu'il n'y a rien à acheter ! Et il pratique la politique du blocage des salaires ; mais comme par hasard il se montre tout à fait impuissant à bloquer les prix !!!

Le Cartel des Services Publics organise des meetings, ses centaines de milliers de syndiqués sont à l'extrême limite de la patience, et lui demandent de mener une action énergique. Au meeting de Japy, le mois dernier, les représentants du P.C.I. sont convoqués sur le papier. Mais les organisateurs du meeting qui invitent cordialement le M.R.P. et

la « concentration républicaine » à s'exprimer à la tribune, ne donnent pas la parole à nos représentants. Pourquoi ? Parce qu'ils auraient dénoncé l'inefficacité des mots d'ordre de la C.G.T. et de la position des divers partis politiques.

Parce qu'ils auraient montré que dans la course entre les prix et les salaires, ces derniers sont toujours loins derrière, et en particulier ceux des travailleurs de l'Etat, et que c'est là une des conséquences du régime capitaliste.

Parce qu'ils auraient rappelé aux travailleurs que la seule revendication efficace en ce qui concerne les salaires et les traitements est celle de l'ECHELLE MOBILE ! Les traitements doivent monter automatiquement quand les prix montent et dans la même proportion !

Camarades des Services Publics ! Ne vous laissez pas endormir par la revendication de 1.000 francs par mois : ils seront bien dépassés par l'augmentation du coût de la vie quand vous les obtiendrez ! Cessez de croire en un « rajustement » problématique et lointain sur des bases que les ministres décideront seuls !

Exigez que le rajustement de vos traitements se fasse automatiquement lorsque montent les prix.

Et pour cela défendez dans vos sections, dans vos fédérations, le mot d'ordre de : Echelle mobile des salaires et des traitements.

Exigez de vos directions syndicales qu'elles mènent une action énergique sur ces bases.

Luttes revendicatives des ouvriers du monde entier ; luttes émancipatrices des peuples coloniaux.

Partout les travailleurs refusent de faire les frais de la guerre impérialiste et de la reconstruction. Partout ils opposent leur force disciplinée à la violence et à la ruse des capitalistes et de leurs agents.

SUR LE FRONT OUVRIER INTERNATIONAL

Aux Etats-Unis.

LES GREVISTES DE LA GENERAL MOTORS MONTRENT L'EXEMPLE :

Ouverture des livres de compte ! Les 500.000 grévistes de la « General Motors », — le plus grand trust du monde — mettent en avant un mot d'ordre extrêmement important : Ouverture des livres de compte, le contrôle ouvrier sur la comptabilité.

A une demande d'augmentation de 30 % la « General Motors » répondit : « Impossible si on n'augmente pas les prix ! »

Les ouvriers n'acceptent pas que les prix soient augmentés ; c'est aux capitalistes de payer, disent-ils ; ils le peuvent ! Qu'ils ouvrent leurs livres de compte, nous le prouverons !

La société refusa au nom « du principe de l'autorité du chef d'entreprise » et du sacro-saint secret commercial. Dans cent deux usines, un demi-million d'ouvriers ont alors débrayé.

Les capitalistes français aussi ont fait d'énormes bénéfices avant, pendant et après la guerre. Quand ils refusent une augmentation, il faut ouvrir leurs livres de comptes.

Pour la semaine de 40 heures

40 OU 48 HEURES ?

Les heures supplémentaires ne sont payées qu'à partir de la 48^e heure. Mais lorsqu'il s'agit d'accorder une indemnité pour les heures perdues par suite de manque de courant électrique, celle-ci n'a d'effet que pour les travailleurs effectuant moins de 40 heures. Il faudrait se décider : 40 ou 48 heures ? Les travailleurs de